



- Société MAIRIE DE PARIS
- 5 QUAI MALAQUAIS
PARTIES COMMUNES
75006 PARIS

- N° de dossier : 1241684
- Date de réalisation :
11/09/2020

Résultat du repérage
Détail en page 6

Etat :	EP	AC1	AC2	N=1	N=2	N=3
Nombre :	0	0	0	0	0	0



VOUS AVEZ DES MESURES A PRENDRE EN FONCTION DE L'ETAT DE

CONSERVATION DES MATERIAUX AMIANTE :

- Quatre situations sont possibles :
- Sr-1 : Vous devez protéger l'état de conservation des matériaux amiantés. [lien vers l'arrêté](#)
 - Sr-2 : Vous devez faire réaliser une mesure d'immédiateté. [lien vers l'arrêté](#)
 - Sr-3 : Vous devez faire effectuer des travaux de réparation et/ou de remplacement. [lien vers l'arrêté](#)
- AR : Vous devez procéder à l'état de conservation des matériaux amiantés. [lien vers l'arrêté](#)

AR-1 : Vous devez réaliser les travaux de réparation et/ou de remplacement.

AR-2 : Vous devez réaliser les travaux de réparation et/ou de remplacement.

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Norme NF X46-020 (06/2017) & Code de la Santé Publique, article R1334-14 (i) 29 (abrogeant le décret 96-97 du 17 février 96)
Programme de repérage du décret 2011-629 du 3 juin 2011, Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux (risques d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A et B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage, du ministère des affaires sociales et de la santé.

Identification et situation de l'immeuble bâti visité:

**5 QUAI MALAQUAIS
PARTIES COMMUNES
75006 PARIS**

Références Cadastres
(L1119)

Propriétaire

Société MAIRIE DE PARIS

Donneur d'ordre (le détenteur du propriétaire)

Nom: **MAIRIE DE PARIS Direction des Finances**
Adresse: **CENTRE FACTURIER 7 EME ETAGE
17 BOULEVARD MORLAND,
75181 PARIS CEDEX 04**

Diagnosticteur

Hocine DAOUD
DEKRA Certification
DT13627
15/10/2019

Laboratoire d'analyse (le cas échéant)

Voir chapitre 3-5 « Rapport(s) d'analyse(s) en laboratoire »

Certifié par

N° de certification

Date d'obtention de la certification

Accompagnateur (le cas échéant)

autre - VOIR COMMENTAIRES

Compagnie d'assurance

N° de police

Date de validité

AXA
3912280604
01/01/2021

Logement meublé
Expertise demandée le
Votre effet de la loi

oui
07/08/2020
11/09/2020

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Objectif de la mission

Conformément à la norme NF X46-020, le diagnosticteur se propose de rechercher et repérer les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante aux matériaux de la liste A et B des années du 12 décembre 2011. Il est à noter que les programmes de repérage visent uniquement les matériaux susceptibles et cela, sans constituer de restriction.

La responsabilité de l'opérateur de repérage ne pourra être mise en cause en cas de présence d'amiante.

- Dans des zones accessibles sans être de l'amiante, devant tous les matériaux, sans les repérages de la ...
- Dans des zones accessibles de l'opérateur du dossier d'amiante sans être de l'amiante, sans les repérages de la ...
- Dans des zones accessibles uniquement après démontage.

Le présent rapport de repérage ne peut être considéré comme suffisant en cas de travail. Il doit être complété par un repérage global de tous les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante selon la liste C de l'annexe 13 du décret du 31 juin 2012 et qui pourraient être mis en évidence à l'occasion des travaux envisagés. Dans ce cadre, il sera nécessairement employé des techniques destructives pour l'analyse de la composition chimique d'un composant concerné par les travaux.

Notes

- Ce constat sera noté de son côté, et l'opérateur devra à des interventions ou modifications substantielles de nature à modifier le constat établi.

	<p>Hocine DAOUD ALLODIAGNOSTIC PARIS 07 71 55 51 13</p>	<p>Certification n° DT13627 Délivrée par: DEKRA CERTIFICATION Vérifiez vous-même sur Internet la certification de notre diagnosticteur.</p>
<p>réalisons / notre métier</p> 	<p>AGENCE OUEST 62 bis, rue Henri Ginoux 92120 MONTRouGE - Tél: 09 70 69 07 09 - Fax: 01 53 86 93 00 AGENCE EST 62 bis Avenue Henri Ginoux 92120 MONTRouGE - Tél: 09 70 69 07 29 - Fax: 01 43 45 18 95 SAS au capital de 5 990 495 € - RCS PARIS 505 037 044 - RC professionnelle AXA n° 3912280604 & 3912431104</p>	

Par : Hocine DAOUD

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences ont été certifiées par **DEKRA Certification**. N° de certification **DT13627** délivré le **15/10/2019** et expirant le **14/10/2024**. Fait à **MONTRouGE**, le **11/09/2020**



SOMMAIRE

1 - CONCLUSIONS :	5
2 - DESCRIPTION DU BATIMENT VISITE	6
3 - RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	7
4 - CROQUIS DU REPERAGE	9
5 - CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE	10
6 - ANNEXE - AUTRES DOCUMENTS	13

1- CONCLUSIONS :

ABSENCE

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Matériaux ou produits contenant de l'amiante sur décision de l'opérateur :

N° Matériau ou Produit	Description	Localisation	Etat de conservation
Néant	-	-	-

Matériaux ou produits contenant de l'amiante après analyse :

N° Matériau ou Produit	Description	Localisation	Etat de conservation
Néant	-	-	-

Matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, déclarés contenant de l'amiante par l'opérateur suite au refus du propriétaire ou du donneur d'ordre de pratiquer un prélèvement :

N° Matériau ou Produit	Description	Localisation	Cause de non prélèvement
Néant	-	-	-

Locaux ou parties de locaux non inspectés voir ci-dessous

2- DESCRIPTION DU BATIMENT VISITE

2-1 Description des pièces visitées :

5ème étage : Cage d'escalier, Dégagement, Couloir

Etage	Pièce	Sol	Mur	Plafond
5ème étage	Cage d'escalier	Béton et peinture	Plâtre et Peinture	Plâtre et Peinture
	Dégagement	Béton et brut	Plâtre et Peinture	Plâtre et Peinture
	Couloir	Brut et tuiles	Plâtre et Peinture	Plâtre et Peinture

2-2 Locaux ou parties de locaux non inspectés :

Localisation	Parties du local	Raisons
Néant	-	

Avertissement :

Seules les parties ou pièces mentionnées explicitement dans la « description des pièces visitées » ont fait l'objet du contrôle.

La responsabilité de l'opérateur de repérage ne pourrait être mise en cause en cas de présence d'amiante :

- Dans des zones inaccessibles (sur de cloisons, derrière tout type de doublage, sous les revêtements de sol ...)
- Dans des zones connues du représentant du donneur d'ordre mais non mentionnées lors de l'intervention.
- Dans des zones accessibles uniquement après démontage.

3 - RESULTATS DETAILES DU REPERAGE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

MESURES A PRENDRE EN FONCTION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX AMIANTES :

FROGAGES, CALORIFUGEAGES & FAUX-PLAFONDS CONTENANT DE L'AMIANTE (MESURES OBLIGATOIRES)

N°1 : Contrôle initial de l'état de conservation

N°2 : Effectuer des mesures d'empoussièrement de l'air

N°3 : Effectuer des travaux de retrait ou de confinement sous 30 mois

(voir schéma d'évaluation ci-dessus)

MATERIAUX NON FRAGILES CONTENANT DE L'AMIANTE (MESURES PRIORITAIRES)

EP : Evaluation Périodique

ACL : Action Corrective de 1er niveau

ACC : Action Corrective de 2nd niveau

N/A : Non Applicable

* voir mesures à prendre en fonction de l'état de conservation des matériaux amiantés en fin des résultats détaillés du repérage

3-1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante sur justificatif :

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation
Néant	-		

3-2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante :

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)
Néant	-	

3-3 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, n'en contenant pas après analyse :

Localisation	Identifiant + Description
Néant	-

3-4 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, déclarés contenant de l'amiante par l'opérateur suite au refus du propriétaire ou du donneur d'ordre de pratiquer un prélèvement d'échantillon à des fins d'analyses :

Rappel : La norme NF X46-020 précise dans son point 4.4.1 : « Aucune conclusion sur l'absence d'amiante dans un produit ou matériau susceptible d'en contenir ne peut être faite sans recourir à une analyse ». Par conséquent, suite au refus du propriétaire ou du donneur d'ordre de laisser l'opérateur de repérage effectuer le ou les prélèvements d'échantillon à des fins d'analyse, et par application du principe de précaution, les matériaux ou produits suivants ont été déclarés comme contenant de l'amiante :

Des investigations complémentaires devront être réalisées sur ces éléments non inspectés afin de compléter le repérage, merci de contacter la société Allo Diagnostic afin de reprendre un rendez-vous à votre convenance.

3-4 Fiches d'évaluation de l'état de conservation :

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produits de la liste A

Aucune évaluation n'a été réalisée

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produits de la liste B

Aucune évaluation n'a été réalisée

3-5 Rapport(s) d'analyse(s) en laboratoire :

Identification des prélèvements :

Identifiant et prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description
-	-	-	-	-

Copie des rapports d'essais (voir pages suivantes) :

Aucun rapport d'essai n'a été fourni ou n'est disponible

4 - CROQUIS DU REPERAGE

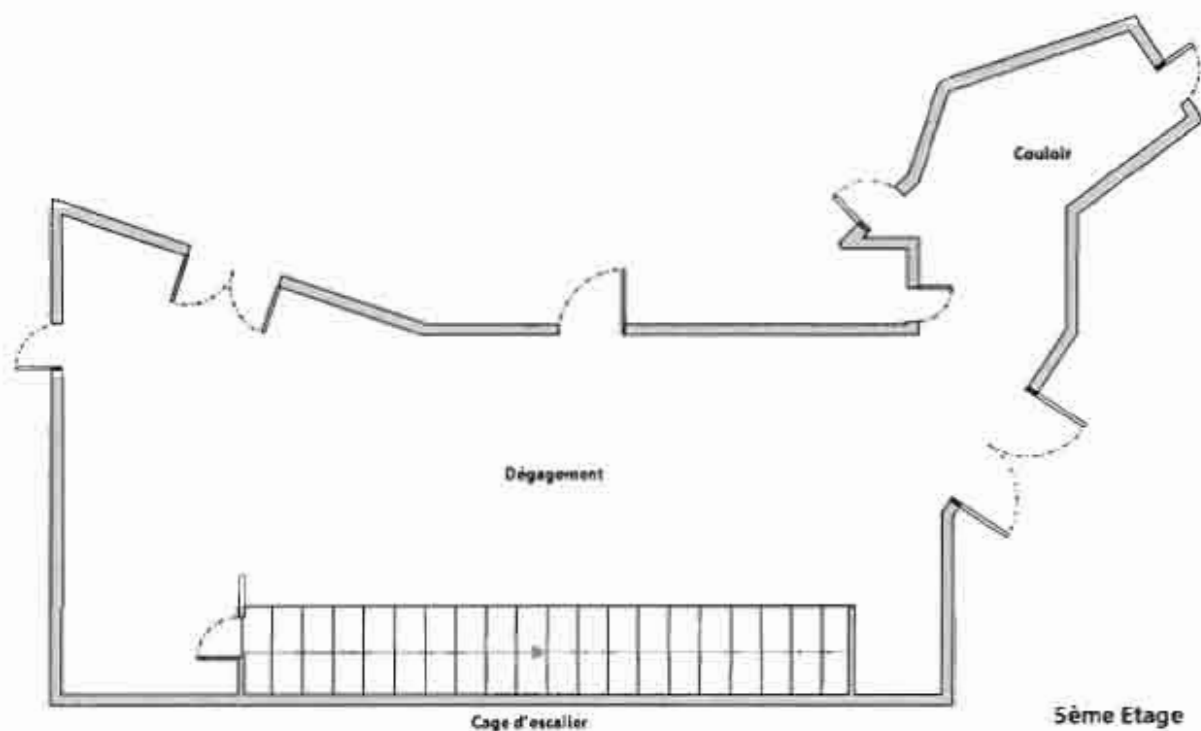


Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : ADX GROUPE, auteur : Hocine DAOUD
Dossier n° 1241684 du 11/09/2020
Adresse du bien : 5 QUAI MALAQUAIS
PARTIES COMMUNES 75006 PARIS

Légende			
	Surface de matériaux amiantés	N° prélèvement	Matériaux prélevés – négatif
	Lésions de matériaux amiantés	A N° prélèvement (matériaux-état)	Matériaux prélevés – positif

5 - CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

L'opérateur de repérage procède à un examen visuel des ouvrages en vue de rechercher puis de repérer et identifier les matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante (matériau ou produit ayant intégré de l'amiante pendant certaines périodes de leur fabrication) entrant dans le cadre de la présente mission.

Le programme du présent repérage est conforme aux listes A & B de l'annexe 13-9 du Code de la santé publique :

Décret 2011-629 du 03 juin 2011 - Annexe 13-9, liste A	
Composant à vérifier ou à sonder	
Placages	
Calorifugages	
Faux plafonds	
Décret 2011-629 du 03 juin 2011 - Annexe 13-9, liste B	
Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
1- Parois verticales intérieures	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (pendentifs et intérieurement) Cloisons légères (en polystyrène, gypse et coffres)	Enduits poissés, enduits (durs, gypse, ciment, amiant-ciment) et enduits (de poteaux, cloisons, amiant-ciment, matériaux poreux, carton + plâtre), coffrage béton Enduits poissés, gaines de cloisons
2- Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres Planchers	Enduits poissés, panneaux coffres ou vives Isolats de sol
3- Conduits, canalisation et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides, ...) Cloisons/volets coupe-feu Portes coupe-feu Vapeur d'acier	Conduits, enveloppes (de calorifuges) Cloisons, volets, rebouchage Joint (gypse, ciment) Conduits
4 - Éléments extérieurs	
Tolaines Bâtiements et façades isolées Coffres en béton et Acide	Pilages, ardoises, des parties de couverture (composites, fibres-ciment), bardages bitumineux Plaques, poutres, panneaux (composites, fibres-ciment) Conduits en amiant-ciment, faux plafonds, murs, autres, coffres de fluides

L'inspection visuelle peut être complétée (en fonction de la mission) par des investigations approfondies et des sondages qui permettent de s'assurer de la composition interne d'un ouvrage ou d'un volume.

Les sondages sont réalisés selon les prescriptions énoncées à l'annexe A de la norme NF X 46-020 d'août 2017.

A l'issue de cette inspection, sont recensés les matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante.

En fonction de la connaissance, de son expérience et du type de matériau ou produit (annexe A de la norme NF X 46-020 d'août 2017), l'opérateur de repérage peut conclure à la présence d'amiante sans recourir aux prélèvements ni analyses.

En cas de doute sur la présence d'amiante (absence d'informations documentaires, produits non identifiés), un ou des prélèvements pour analyses sont réalisés sur les matériaux et ou produits susceptibles de contenir de l'amiante pour conclure à l'absence ou à la présence d'amiante.

Les prélèvements concernent tout ou partie de l'épave des matériaux conformément aux descriptions de l'annexe A de la norme NF X 46-020 d'août 2017.

Les prélèvements sont réalisés conformément aux prescriptions de l'annexe B de la norme NF X 46-020 d'août 2017.

- les prélèvements sont réalisés dans des conditions conduisant à une pollution minimale des lieux.
- pour éviter tout risque de contamination croisée :
 - les outils sont à usage unique ou sont soigneusement nettoyés après chaque prélèvement.
 - les prélèvements sont conditionnés individuellement en double emballage étanche.
- pour assurer une parfaite traçabilité des échantillons prélevés, l'identification est portée de manière indélébile sur l'emballage et si possible sur l'échantillon. Une fiche d'accompagnement reprenant l'identification est transmise au laboratoire.

Cette recherche ne comporte aucune destruction ni démontage complexe, à l'exception du soulèvement des plaques de faux-plafonds ou trappes de visite. Par conséquent, notre responsabilité ne saurait être engagée dans le cas d'une découverte ultérieure de matériaux contenant de l'amiante dans les endroits non accessibles ou hermétiquement clos lors de notre visite.

En aucun cas, le présent diagnostic ne saurait être utilisé lorsque des travaux sont envisagés ou dans le cadre d'une démolition. En effet, le présent diagnostic ne portant que sur les parties visibles et accessibles de l'immobilier et selon la liste des matériaux figurant à l'annexe 13-9 du Code de la construction et de l'habitation, il ne saurait préjuger de la présence ou de l'absence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante soit dans les parties inaccessibles du bien, soit en dehors de la liste figurant à l'annexe 13-9 précitée.

OBLIGATIONS SUI EGARD AU DECRET N°96-97 MODIFIÉ (concernant les matériaux friables) :

Faux plafonds

Conformément à l'arrêté du 15 janvier 1998, une grille d'évaluation de l'état de conservation est redigée pour que chaque faux plafond concernant de l'amiante et qui est non homogène. Cette grille d'évaluation tient compte, notamment, de l'accessibilité des matériaux (notamment sous planchers), des dégradations rencontrées (goures, fissures, etc.), de l'état de fixation et des supports des plaques (une mauvaise fixation favorise les effrits dus aux vibrations).

En fonction des critères recensés ci-dessus, l'action à entreprendre est définie dans les mêmes conditions que les faux-plafonds homogènes en fonction des résultats homogènes.

Calorifugages et flocages

Conformément à l'article 3 du décret n°96-97 modifié, une grille d'évaluation est redigée pour chaque calorifuge et flocage contenant de l'amiante et qui est non homogène. Cette grille d'évaluation tient compte, notamment, de l'accessibilité des matériaux, de son degré de dégradation, de son maintien à des effrits, et à des volumes enris à l'assèchement du matériau d'un type la zone homogène concernée.

En fonction du résultat obtenu au diagnostic, une note de 1 à 3 est attribuée :

- Une note égale à UN (1) : le travail est ne contrôle périodique de l'état de conservation de matériaux dans les produits des produits à l'article 3.
- Une note égale à DEUX (2) oblige, selon les modalités prévues à l'article 5, à une surveillance du niveau d'empoussièrement dans l'atmosphère par un organisme agréé en métrologie électrostatique à l'hygiène.

- Si le niveau d'empoussièrement, est inférieur ou égal à la valeur de 5 fibres / litre, le propriétaire procède à un contrôle de l'état de conservation des matériaux dans les conditions de l'article 3 (périodique).
- Si le niveau d'empoussièrement est supérieur à 5 fibres / litre, le propriétaire procède à des mesures complémentaires de la valeur de l'amiante, l'assessant la période qui précède les travaux, des mesures complémentaires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de l'empoussièrement qui mesure le plus des possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à 5 fibres / litre.

• Une note égale à TROIS (3) oblige, le propriétaire à procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues au dernier alinéa de l'article 5. Pendant la période qui précède les travaux, des mesures complémentaires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de l'amiante le plus possible, et dans tous les cas à un niveau inférieur à 5 fibres / litre.

RECOMMANDATIONS SUI EGARD A L'ARRETE DU 12 DECEMBRE 2012 (CONCERNANT LES MATERIAUX NON CHARGES) :

- Soit une « évaluation périodique », lorsque la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation se traduisent par la conclusion à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit.

Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique que cette évaluation périodique consiste à :

- contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas, et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

- Soit une « action corrective de premier niveau », lorsque la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés.

A cette recommandation est associé, le cas échéant, un rappel de l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de premier niveau consiste à :

- rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits concernés par l'évaluation ;
- contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restent accessibles, ainsi que, le cas échéant, leur protection, demeure en bon état de conservation.

- Soit une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune aggrégation de dégradation. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de second niveau consiste à :

- prendre tout que les mesures mentionnées au cas échéant pas été mises en place les mesures complémentaires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à limiter l'accès à la zone concernée, à limiter l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute manipulation et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante.
- Durant les mesures de conservation, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du mode de la grille d'évaluation.
- procéder à une analyse de risque complémentaire afin de définir les mesures de protection du de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'accessibilité des matériaux et produits concernés de l'amiante dans la zone concernée ;
- mettre en œuvre les mesures de protection du de retrait définies par l'analyse de risque ;
- contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restent accessibles, ainsi que leur protection, demeure en bon état de conservation.

L'opérateur de repérage peut améliorer les conclusions, et procéder à des recommandations en fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de l'installation.

6 - ANNEXE - AUTRES DOCUMENTS



ATTESTATION D'INDEPENDANCE ET DE MOYENS

Je, soussigné Edouard CARVALLO, Président du groupe ADX GROUPE, ayant son siège social à MONTRouGE (92120), 62 B Avenue Henri Ginoux, atteste sur l'honneur que la société répond en tous points aux exigences définies par les articles L 271-6 et R 271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Ainsi, la société ADX GROUPE n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni vis-à-vis du propriétaire (ou de son mandataire) faisant appel à elle, ni vis-à-vis d'une quelconque entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il est demandé d'établir l'un des documents constituant le Dossier de Diagnostics Techniques.

La société ADX GROUPE est titulaire d'un contrat d'assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité liée à ses interventions (RC professionnelle souscrite auprès de la société d'assurance AXA, sous les polices numérotées 3912280604 et 3912431104).

Enfin, la société ADX GROUPE dispose de tous les moyens matériels et en personnel nécessaire à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le Dossier de Diagnostics Techniques.

Fait à Paris,
Le 2 janvier 2020

CERTIFICAT

DE COMPETENCES

Diagnosticqueur immobilier certifié

DEKRA CERTIFICATION SAS certifie que Monsieur :

Hocine DAOUD

est titulaire du certificat de compétences N°DT13627 pour :

	DU	AU
- Constat de Risque d'Exposition au Plomb	08/08/2019	07/08/2024
- Diagnostic amiante sans mention	15/10/2019	14/10/2024
- Etat relatif à la présence de termites (France Métropolitaine)	08/08/2019	07/08/2024
- Diagnostic de performance énergétique	03/09/2019	02/09/2024
- Etat relatif à l'installation intérieure de gaz	03/09/2019	02/09/2024
- Etat relatif à l'installation intérieure d'électricité	08/08/2019	07/08/2024

Ces compétences répondent aux exigences de compétence définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L.271-1 du Code de la Construction, R.271-1 et suivants ainsi qu'aux autres articles d'application) pour les diagnostics réglementaires. La présente certification a été accordée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient également satisfaisants.

Le 08/08/2019, Monsieur H. DAOUD a été évalué par l'organisme DEKRA CERTIFICATION SAS. L'évaluation a été réalisée par un expert agréé par le Ministère de la Construction et de l'Énergie. L'évaluation a été réalisée en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L.271-1 du Code de la Construction, R.271-1 et suivants ainsi qu'aux autres articles d'application) pour les diagnostics réglementaires. La présente certification a été accordée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient également satisfaisants.



Le Directeur Général, Yvan MAINGUY
Ragnaux, le 22/11/2019



Numéro d'inscription :
40201
Presté par :
Sur www.dekra.fr

DEKRA Certification SAS - 5 Avenue Carletois - 91220 Mennecy - France - Téléphone : 01 69 00 00 00



COMPTES

CAR
 178 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE
 75017 PARIS
 Tél : 01 40 40 02 02
 Fax : 01 40 40 05 05
 Email : CONTACT@COMPTES.FR
 Portail : 01 40 40 12 00

Vos références :

Contrat n° 29 12 280004
 Date : 01/04/2020

AVA France SAS, attestent que :

SAS ADX GROUP
 COMPTES INFORMATIQUE
 178 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE
 75017 PARIS

à jouir d'un contrat d'assurance Responsabilité Civile 1ère ligne n° 29 12 280004 et un contrat Responsabilité Civile 2ème ligne n° 29 12 280005, gérant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant résulter de la fourniture des services garantis par ce contrat :

Les prestations assurées sont :

- Responsabilité pénale civile
- Conception des logiciels
- Diagnostic de performance informatique
- Services de maintenance informatique
- Services de conseil et d'accompagnement
- Services de conseil et d'accompagnement
- Services de conseil et d'accompagnement
- Services de conseil et d'accompagnement

AVA France SAS

178 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE
 75017 PARIS
 Tél : 01 40 40 02 02
 Fax : 01 40 40 05 05
 Email : CONTACT@COMPTES.FR
 Portail : 01 40 40 12 00

AVA France SAS

178 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE
 75017 PARIS
 Tél : 01 40 40 02 02
 Fax : 01 40 40 05 05
 Email : CONTACT@COMPTES.FR
 Portail : 01 40 40 12 00

Les prestations assurées sont :

- Responsabilité pénale civile
- Conception des logiciels
- Diagnostic de performance informatique
- Services de maintenance informatique
- Services de conseil et d'accompagnement
- Services de conseil et d'accompagnement
- Services de conseil et d'accompagnement
- Services de conseil et d'accompagnement

La présente attestation est destinée à servir de preuve de la fourniture des services garantis par ce contrat.

Les garanties sont assurées à concurrence des montants figurant ci-dessous.

La validité de la présente attestation est soumise à la fourniture des services garantis par ce contrat.

La présente attestation est destinée à servir de preuve de la fourniture des services garantis par ce contrat.

Garanties des services 1ère ligne n° 29 12 280004

Les prestations assurées sont :

TYPE DE GARANTIE	LIMITES DES GARANTIES
Responsabilité pénale civile	5.000.000 € par année d'assurance
Responsabilité pénale civile	5.000.000 € par année d'assurance
Responsabilité pénale civile	5.000.000 € par année d'assurance
Responsabilité pénale civile	5.000.000 € par année d'assurance
Responsabilité pénale civile	5.000.000 € par année d'assurance
Responsabilité pénale civile	5.000.000 € par année d'assurance
Responsabilité pénale civile	5.000.000 € par année d'assurance
Responsabilité pénale civile	5.000.000 € par année d'assurance

Responsabilité pénale civile	5.000.000 € par année d'assurance
Responsabilité pénale civile	5.000.000 € par année d'assurance
Responsabilité pénale civile	5.000.000 € par année d'assurance
Responsabilité pénale civile	5.000.000 € par année d'assurance
Responsabilité pénale civile	5.000.000 € par année d'assurance
Responsabilité pénale civile	5.000.000 € par année d'assurance
Responsabilité pénale civile	5.000.000 € par année d'assurance
Responsabilité pénale civile	5.000.000 € par année d'assurance

La présente attestation est destinée à servir de preuve de la fourniture des services garantis par ce contrat.

Garanties des services 2ème ligne n° 29 12 280005

Les prestations assurées sont :

La présente attestation est destinée à servir de preuve de la fourniture des services garantis par ce contrat.

La présente attestation est destinée à servir de preuve de la fourniture des services garantis par ce contrat.

La présente attestation est destinée à servir de preuve de la fourniture des services garantis par ce contrat.

Fait à Paris le 1er janvier 2020
 Pour la société

AVA France SAS

178 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE
 75017 PARIS
 Tél : 01 40 40 02 02
 Fax : 01 40 40 05 05
 Email : CONTACT@COMPTES.FR
 Portail : 01 40 40 12 00

D E C O M P E T E N C E S

Diagnosticqueur immobilier certifié

DEKRA CERTIFICATION SAS certifie que Monsieur

Hocine DAOUD

est titulaire du certificat de compétences N°DT13627 pour :

	DU	AU
- Constat de Risque d'Exposition au Plomb	08/08/2019	07/08/2024
- Diagnostic amiante sans mention	15/10/2019	14/10/2024
- Diagnostic amiante avec mention	16/07/2020	14/10/2024
- Etat relatif à la présence de termites (France Métropolitaine)	08/08/2019	07/08/2024
- Diagnostic de performance énergétique	03/09/2019	03/09/2024
- Etat relatif à l'installation intérieure de gaz	03/09/2019	02/09/2024
- Etat relatif à l'installation intérieure d'électricité	08/08/2019	07/08/2024

Ces compétences répondent aux exigences de compétences définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L.271-1 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que leurs articles d'application) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité est apportée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.

[illegible]

Le Directeur Général, Yvan MAINGUY
Bagnaux, le 17/07/2020.



Numéro d'accréditation
4-0061
Portée disponible
sur www.cofrac.fr



Votre rapport de diagnostic

TERMITES



Société MAIRIE DE PARIS

5 QUAI MALAQUAIS

PARTIES COMMUNES

75006 PARIS

N° de dossier : 1241684

Date de réalisation : 11/09/2020

CONCLUSION :

Il n'a pas été repéré d'indice d'infestation de termites.

ÉTAT DU BÂTIMENT RELATIF À LA PRÉSENCE DE TERMITES

Code de la Construction et de l'Habitation, art. L 133-6 & R 271-5 - Arrêté du 29 mars 2007 et du 7 mars 2012 - Norme NF P 03-201 (2016)
V2019 10

Bien objet de la mission :
PARTIES COMMUNES

5 QUAI MALAQUAIS

75006 PARIS

Références Cadastre (plan
coût)
Nature :
Apparence du revêtement

Habitation (parties communes)

Expertise demandée le : **07/08/2020**
Travaux effectués le : **11/09/2020**

Tranche d'années :
Durée des travaux : **20mn**

Informations collectées auprès du donneur d'ordre :

- ☐ Présence de traitements antérieurs contre les termites
☐ Présence de termites dans le bâtiment
☐ Fourniture de la notice technique relatif à l'article R 112-4 du CCH si date de dépôt de la demande de permis de construire ou date d'engagement des travaux postérieure au 1/11/2006

Adresse cadastrale
Propriétaire

Le bien est situé dans une zone soumise à un arrêté préfectoral.

Société MAIRIE DE PARIS

Diagnostic : **Hocine DAOUD**
Certifié par : **DEKRA Certification**
N° de Certification : **DT13 7**
Date d'expiration : **08/08/21 9**

Donneur d'ordre (si différent du propriétaire)

Raison : **MAIRIE DE PARIS Direction des**
Finances
Autre :
Adresse : **CENTRE FACTURIER 7 ÈME ETAGE**
17 BOULEVARD MORLAND,
75181 PARIS CEDEX 04

Compagnie d'assurance : **A**
N° de police : **3912280 14**
Date de validité : **01/01/21 1**

	<p>Hocine DAOUD ALLODIAGNOSTIC PARIS 07 71 55 51 13</p>	<p>Certification n° DT13627 Délivrée par : DEKRA Certificat Validez sous peine d'annulation la certification de notre diagnostic</p>
<p>réinventons / notre métier</p>	<p>AGENCE OUEST 62 bis, rue Henri Ginoux 92120 MONTRouGE - Tél: 09 70 63 07 09 - Fax: 01 53 86 93 00 AGENCE EST 62 bis Avenue Henri Ginoux 92120 MONTRouGE - Tél: 09 70 63 07 29 - Fax: 01 43 45 18 95 SAS au capital de 6 990 495 € - RCS PARIS 505 037 044 - RC professionnelle AXA n° 3912280604 & 3912431104</p>	

CONCLUSION :

Il n'a pas été repéré d'indice d'infestation de termites.

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences ont été certifiées par **DEKRA Certification**, N° de certification **DT13627**
délivré le **08/08/2019** et expirant le **07/08/2024**.

Fait à **MONTRouGE**, le **11/09/2020**

Par : **Hocine DAOUD**



1 - CONCLUSIONS DETAILLEES

DESCRIPTION GENERALE DES PIECES VISITEES :

Étage	Pièce	Sol	Mur	Plafond
Sème étage	Cage d'escalier	Béton et peinture	Plâtre et Peinture	Plâtre et Peinture
	Dégagement	Béton et brut	Plâtre et Peinture	Plâtre et Peinture
	Couloir	Brut et tomettes	Plâtre et Peinture	Plâtre et Peinture

BÂTIMENTS ET/OU PARTIES DU BÂTIMENT (PIECES ET VOLUME) NON VISITEES ET JUSTIFICATION :

Néant

Des investigations complémentaires devront être réalisées sur ces éléments non inspectés afin de compléter le légalage.

OUVRAGES, PARTIES D'OUVRAGES ET ELEMENTS EXAMINES :

Identification des bâtiments et parties de bâtiments visités et des éléments inspectés ou ayant été inspectés par les termites et ceux qui ne le sont pas :

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)
Sème étage		
Cage d'escalier	Mur - A, B, C - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
	Porte (P1) - A - Métal et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - Plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Dégagement	Plinthes - A, B, C, D, E - Bois et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
	Mur - A, B, C, D, E, F - plâtre et peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
	Plafond - plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
	Porte (P1) - B - Bois et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
Couloir	Plinthes - A, B, C, D - bois et peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
	Mur - A, B, C, D - plâtre et peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
	Fenêtre (F2) - B - Métal et brut	Absence d'indices d'infestation de termites

(1) Identifier brièvement chaque bâtiment et chaque des parties du bâtiment

(2) Identifier précisément : ossature, murs, plâchers, escaliers, façades, planchers, etc.

(3) Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature et la localisation

Parties extérieures du bâtiment visités	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (4)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)
Néant	-	-

OUVRAGES, PARTIES D'OUVRAGES ET ELEMENTS NON EXAMINES ET JUSTIFICATION :

Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être visités et justification :

Néant

Identification des ouvrages, parties d'ouvrages et des éléments qui n'ont pas été examinés et justification :

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Motif
Néant	-	-

Adm. + ADX Group s'engage à retourner ses 25 parts afin de participer le prochain aux parties d'immobilisations soit en Afs, dès lors que les redondances permettent au total de 100 parts non redondantes, ainsi, de passer de la situation de 25 parts à 100 parts.

Source : www.insee.fr les parties en italique mentionnent explicitement des flux nets de migrants.

[illegible]

10. En ce qui concerne les autres aspects de la coopération, les participants ont souligné que les autorités nationales ont une responsabilité importante à jouer en matière de coopération avec les autorités judiciaires des autres États membres de l'Union européenne. Les participants ont également souligné que les autorités nationales ont une responsabilité importante à jouer en matière de coopération avec les autorités judiciaires des autres États membres de l'Union européenne.

Nous vous rappelons que ce diagnostic consiste exclusivement en la recherche des termites dans le bâti et aux alentours du bâti (10m), à l'exclusion de tout autre parasite du bois, la recherche élargie aux différents parasites (insectes xylophages, à larves xylophages et champignons lignivores) est une mission complémentaire et différente (c'est l'état parasitaire « ou Comstat de l'état parasitaire » dans les immeubles légers et non légers, définie par la norme NF P32-200), qui ne fait en aucun cas l'objet du présent rapport.

Selon les termes du décret n°2005-1653 du 21 décembre 2005 et de la norme NF P01-201, le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la vente et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission. Il doit dater de moins de six mois pour pouvoir être annexé à la promesse de vente ou à l'acte authentique.

CONSTATATIONS DIVERSES :

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Observations et constatations diverses
Général		<p>Le bâtiment est resté fermé et inhabité pendant une longue période.</p> <p>Des éléments de décoration en bon état (doublage, placage, lambris, etc.) peuvent cacher ou rendre inaccessibles des parties boisées plus anciennes.</p>

Notes : Les indices d'infestation des autres agents de la probiologie biologique de la zone sont basés de manière générale sur l'information de plusieurs d'entre eux, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature, le nombre et la localisation précis. Si le nombre d'agents de la zone, il lui revient une recherche de ces agents dans la méthodologie et les éléments sont cités dans la norme NF-P 01-2010, mai 2010.

Mots-clés : Dans la loi de la présence de familles, il est reconnu l'obligation de autorisation en matière de l'information prévue aux articles 4.1.1.4 et 4.1.1.5 du code de la construction et de l'habitation.

Note 2 : Conformément à l'article 1.221-1 du CCH, l'opérateur ainsi révisé est tenu de remettre à la personne de son choix un rapport attestant de son conformité et de son engagement à respecter les exigences de son référentiel qui font appel à lui, ainsi que toutes les autres données des travaux réalisés, y compris pour lesquels il faut le remettre à l'Etat.

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par DEKRA Certification 3/5 avenue Garlande 92220 BAGNEUX (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)

COMMENTAIRES :

Le diagnostic se limite aux zones rendues visibles et accessibles par le propriétaire

2 – METHODOLOGIE DU DIAGNOSTIC

Le but de la mission est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.

Il ne porte que sur les éléments (bois) visibles et accessibles lors du passage de notre technicien.

Le contrôle est réalisé par examen visuel et, si besoin est, sondage ou martèlement des bois. Il n'est pas destructif et ne comporte aucun démontage complexe.

Tous les éléments, ouvrages ou parties d'ouvrage susceptibles d'être infestés et accessibles lors de l'expertise sont contrôlés : plinthes, planchers, bâtis de portes et de fenêtre, charpentes, etc.

Il est donc de la responsabilité du propriétaire ou de son mandataire de procéder aux démontages ou sondages destructifs ponctuels nécessaires, le cas échéant, pour vérifier l'étendue des infestations, et ce de préférence avant notre visite.

Cette recherche ne comporte aucune destruction ni démontage complexe, à l'exception du soulèvement des plaques de faux-plafonds ou trappes de visite. Par conséquent, notre responsabilité ne saurait être engagée dans le cas d'une découverte ultérieure d'agents de dégradation biologique du bois dans les endroits non accessibles ou hermétiquement clos lors de notre visite (ossatures en bois cachées par des contre-cloisons, planchers recouverts, face intérieure des parquets, menuiseries peintes pour lesquelles le propriétaire ou le mandataire nous interdit de procéder à un sondage, etc.).

IMPORTANT:

e) L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux, même s'il y a eu bûchage (enlèvement de matière, afin de vérifier jusqu'où s'est répandue l'attaque). L'intérêt étant de signaler l'état défectueux par la présence ou l'absence d'agents de dégradation biologiques du bois dans l'immobilier, d'établir un rapport de constat de l'état parasitaire d'un immeuble bâti ou non bâti »

Il ne nous est donc pas possible de porter un jugement quant à la résistance des matériaux infestés, notamment dans le cas des charpentes. Seul, un homme de l'art serait apte à en évaluer l'affaiblissement et à déterminer la nécessité ou non de consolider ou de remplacer les parties atteintes.

Moyens d'investigation : Inspection visuelle (avec lampe et loupe si besoin) et poinçonnage, à l'exclusion de tout autre appareillage. Tous nos diagnostiqueurs sont équipés du matériel nécessaire à la bonne pratique de leur activité (échelle de 3m, EPI, outillage léger, etc.)

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016), à l'article L133-5, L133-6, L 271-4 à 6, R133-7 et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007. La recherche de termites porte sur les termites souterrain, termites de bois sec ou termites arboricole et est effectuée jusqu'à 10 mètres des extérieurs de l'habitation, dans la limite de la propriété.

Représentant du propriétaire (accompagnateur) : AUTRE - VOIR COMMENTAIRES

3 – INFORMATIONS GENERALES

Généralités

Les termites sont des insectes sociaux. En France métropolitaine et dans les DOM, les zones contaminées ou susceptibles de l'être font l'objet de mesures réglementaires (arrêtés préfectoraux et/ou municipaux).

Il existe des cartes précisant les départements soumis à arrêtés préfectoraux ainsi que les zones contaminées (Observatoire national à consulter sur le site www.termites.com.fr)

Dans les DOM, il est fréquent que des espèces différentes attaquent la même construction.

Termites présents en France métropolitaine

Termites souterrains

A ce jour, en France métropolitaine, cinq espèces de termites souterrains sont identifiées :

- Reticulitermes santonensis
- Reticulitermes lucifugus
- Reticulitermes banpulensis
- Reticulitermes grassei
- Reticulitermes urbis

L'infestation d'un bâtiment débute le plus souvent à partir de ses assises, caves, sous-sols, sols, vides sanitaires, mitoyennetés, et d'une manière générale de tout contact avec la terre. Lors de la réalisation d'un état relatif à la présence de termites, une attention toute particulière doit être portée à l'examen de ces zones.

Les termites progressent du sol vers les niveaux supérieurs. Il est rare que la charpente d'un immeuble isolé soit attaquée par des termites s'il n'y a pas d'infestation ailleurs dans le bâtiment en particulier dans les niveaux inférieurs.

Termites dits de bois sec

L'espèce *Kalotermes flavicollis* est présente dans le sud de la France métropolitaine principalement sur le pourtour méditerranéen.

Fréquente dans les jardins, sur les arbres fruitiers, dans les espaces verts et dans les vignes, cette espèce ne provoque qu'exceptionnellement des dégâts dans les lieux habités.

Si c'est le cas, les dégradations sont très localisées.

En cas d'infestation de l'immeuble par les termites

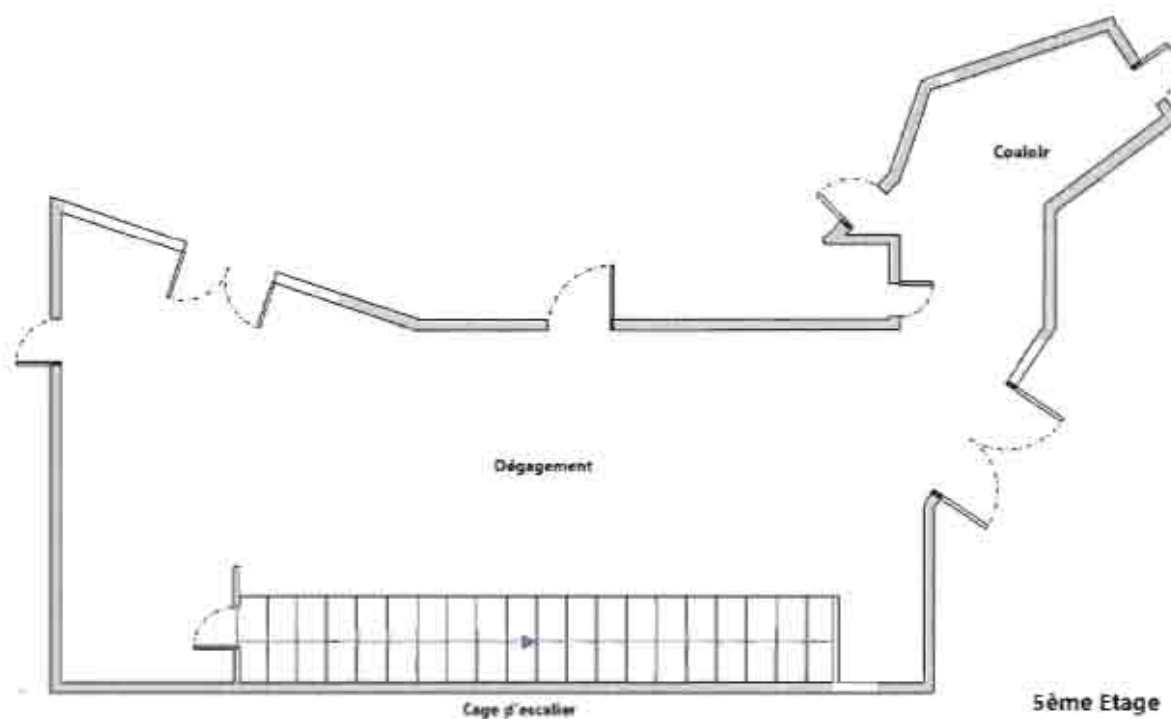
Une déclaration doit être adressée par l'occupant ou, à défaut, par le propriétaire, au maire de la commune du lieu de situation de l'immeuble.

Cette déclaration doit être envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception ou bien déposée contre décharge en mairie.

Datée et signée, elle précise l'identité du déclarant et les éléments d'identification de l'immeuble (adresse, références cadastrales, etc.) et mentionne les indices révélateurs de la présence de termites : à cette fin, le présent rapport peut y être annexé.

(Articles L. 153-4 et R. 153-3 du Code de la construction et de l'habitation)

ANNEXE - PLANS CROQUIS



Fait à PARIS, le 13/09/2020

Signature du diagnostiqueur:



Signature du client:

CONDITIONS GENERALES DE SERVICE

Les présentes conditions générales de vente régissent les relations contractuelles entre le groupe ADX Groupe et le client, la société ALLODIAGNOSTIC, société par actions simplifiée, au capital de 8.800.000,00 euros, immatriculée au RCS de Paris sous le n° 5505.037.044, dont le siège social est situé 37 rue de la Victoire, 75002 PARIS, qui par l'intermédiaire de son site www.adxgroupe.com exerce une activité de vente et fourniture de prestations de service à distance au sens des dispositions des articles L.121-16 et suivants du Code de la consommation, ci-après désigné « le vendeur ». Le client est toute personne physique ou toute personne morale, prise ou la personne de son représentant, professionnel ou particulier, qui décide d'acquiescer les services proposés par ADX Groupe. Il déclare être de la capacité et des pouvoirs nécessaires pour conclure le présent contrat.

1. DISPOSITIONS GENERALES

1-1 ACCEPTATION

Le client déclare avoir pris connaissance des présentes conditions générales avant de passer commande et les avoir acceptées expressément sans réserves. Le client dispose de la faculté de sauvegarder et d'éditer les présentes conditions générales en utilisant les fonctionnalités standard de son navigateur ou ordinateur.

1-2 SOMMAIRE D'APPLICATION

Les présentes dispositions sont uniquement applicables aux services effectués et facturés aux Clients établis en France métropolitaine. Le groupe ADX Groupe agit exclusivement dans le cadre des diagnostics techniques prescrits par les articles L.271-6 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation.

2. CONCLUSION DU CONTRAT

2-1 DEVIS PREALABLE

A la demande du client et suivant les indications fournies par lui, ADX Groupe établit gratuitement et préalablement à la conclusion du contrat un devis qui comprend le descriptif de la prestation demandée. Tout devis est valable deux mois à compter de la date d'émission.

2-2 CONTENU DU CONTRAT

Le contrat est formé par les documents suivants :

- La commande ;
- Les conditions générales en vigueur au jour de la commande.

3-1 CARACTERE DEFINITIF DE LA COMMANDE

Toute commande constitue une vente ferme et définitive. Dans l'hypothèse de l'émission d'un devis préalable, la commande est ferme et définitive dès lors que le devis est accepté par le Client. En cas de vente à distance, l'acceptation du contrat s'effectue par le « double clic », lequel constitue une signature électronique qui a la même valeur qu'une signature manuscrite. 3-2 DROIT DE RETRACTATION Toutefois lorsque le client est un consommateur non professionnel, il dispose d'un délai de sept jours francs à compter de l'acceptation de l'offre pour exercer son droit de rétractation. Ce délai est porté à trente jours en cas de commande par le biais du site www.adxgroupe.com. Le droit de rétractation doit être exercé au moyen de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante : ADX Groupe - Parc Saint Fiacre - 33200 Château-Gontier, le cachet de la poste faisant foi. Lorsque le droit de rétractation est exercé, ADX Groupe s'engage à rembourser le client au plus tard dans les trente jours suivant la date à laquelle le droit de rétractation a été exercé. Le droit de rétractation ne peut être exercé si le client a demandé et ce que la prestation de service a été débütée ou fournie avant l'expiration du délai de sept jours conformément aux dispositions de l'article L121-20-2 du Code de la consommation.

3. MODIFICATION DU CONTRAT

Toute modification d'une commande du fait du Client (ici) par suite d'ajouts ou de retards de prestations, suit par suite d'erreur dans les indications données à ADX Groupe) peut entraîner une facturation complémentaire.

Le Client peut modifier la date et l'heure de rendez-vous jusqu'à 24 heures avant la date et l'heure prévues au contrat, sans aucun frais. En cas de commande par le biais du site www.adxgroupe.com, le tarif de la commande pourra être ajusté par rapport au prix de vente affiché sur le site.

En cas de modification dans les 24h précédant le rendez-vous du fait du Client, le groupe ADX Groupe facturera au Client la

somme de 52 euros TTC au titre des frais administratifs engagés.

4. EXECUTION DU CONTRAT

4-1 OBLIGATIONS D'ALLODIAGNOSTIC

ADX Groupe fournit la prestation de service commandée à la date mentionnée sur le bon de commande. En cas d'indisponibilité du service commandé, le client sera informé de cette indisponibilité et se verra proposer d'autres dates. Le client peut à sa demande, être renvoyé au plus tard dans les trente jours du paiement des sommes qu'il a versées si les nouvelles dates proposées ne lui conviennent pas.

En outre, ADX Groupe se réserve le droit de refuser d'honorer une commande relative aux établissements qui présenteraient un danger et pour lesquels le Client ne consentirait pas à prendre les mesures de sécurité recommandées par ADX Groupe.

ADX Groupe agit exclusivement dans le cadre des diagnostics techniques prescrits par les articles L271-6 et suivants du Code de la construction et de l'habitation. Les investigations se limitant aux seules opérations nécessaires pour répondre aux exigences légales de la réglementation relative aux diagnostics techniques, à l'exclusion notamment d'investigations techniquement irréalisables ou dans des endroits inaccessibles ou hermétiquement clos ou non signalés. Il ne sera procédé à aucun démontage complexe ni à aucun sondage destructif. ADX Groupe adresse par voie électronique un rapport dématérialisé ou par voie postale lorsque cette option a été choisie, dans un délai de 8 jours après l'exécution des prestations et sous réserve de la réception de l'entier paiement du prix, hors commande ayant nécessité des préliminaires et des analyses. Les rapports contiennent la propriété d'ADX Groupe jusqu'au complet paiement du prix. ADX Groupe se réserve la possibilité de substituer une commande qui lui aurait été adressée. Dans cette hypothèse, ADX Groupe se porte fort de ce que son sous-traitant bénéficie des compétences certifiées par un organisme accrédité ainsi que d'une assurance conformément aux dispositions des articles R.271-1 et R.271-2 du Code de la Construction et de l'Habitation.

4-2 OBLIGATIONS DU CLIENT

Le Client ou toute personne mandatée le représentant, doit être présent aux dates et heures convenues pour permettre à la groupe ADX Groupe l'accès à l'immeuble et pour l'accompagnement au cours de l'exécution des prestations. Le Client ou toute personne mandatée le représentant fournit les renseignements utiles à l'exécution des prestations. Le Client met à disposition de la groupe ADX Groupe les moyens techniques et d'accessibilité nécessaires à l'exécution des prestations.

5. PRIX

5-1 DISPOSITIONS GENERALES

Tous les prix des services proposés à la vente sont exprimés en Euro et tiennent compte de la Taxe sur la Valeur Ajoutée applicable au jour de la commande.

5-2 MODIFICATION DU PRIX

Le prix de vente des prestations de services est celui en vigueur au jour de l'acceptation de l'offre. ADX Groupe se réserve la faculté de modifier ses prix à tout moment mais s'engage à appliquer les tarifs en vigueur du jour de la prestation de la commande. En cas d'erreur dans les informations communiquées par le Client qui seraient révélées lors de l'exécution de la prestation, notamment dans les hypothèses où la surface réelle diagnostiquée est supérieure à celle annoncée, la date de construction de l'immeuble est différente de celle déclarée ou les équipements électriques et de gaz installés dans l'immeuble sont différents de ceux annoncés, le groupe ADX Groupe se réserve le droit de modifier le prix de la prestation en application des tarifs en vigueur. En application des articles L271-5 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, le groupe ADX Groupe doit, dans des cas précis, procéder à des prélèvements de matériaux et à l'analyse de ces matériaux. En ce cas, le groupe ADX Groupe se réserve le droit de modifier le prix de la prestation et de facturer au client 90 € TTC par analyse.

5-3 PAIEMENT DU PRIX

Le paiement s'effectue par tout moyen au plus tard le jour de l'exécution prévue du contrat. Dans l'hypothèse d'un contrat conclu à distance par le biais du site Internet, le paiement est effectué par carte bancaire dans le cadre d'un système sécurisé.

En l'absence de paiement, le groupe ADX Groupe se réserve le droit de refuser l'exécution du contrat jusqu'au complet règlement des sommes

dues. ADX Groupe se réserve le droit de refuser d'honorer une commande émanant d'un client avec lequel un litige de paiement serait en cours.

Conformément à l'article L.441-6 du code de commerce, tout retard de paiement entraîne l'application d'intérêt au taux contractuel mensuel de 10% applicable à compter de la date d'émission de la facture. Dans l'hypothèse d'un contrat conclu avec un professionnel, tout retard dans le paiement du prix entraîne l'éligibilité d'intérêts de retard dus à compter de la date de réception de la facture, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majorée de 10 points. Tout retard de paiement entraîne de plein droit l'éligibilité d'une indemnité de 40 euros.

6. ANNULLATION ET RESOLUTION

Conformément aux dispositions de l'article L121-2 du Code de la consommation, les sommes versées sont des arrhes. Si le client décide de résilier le contrat et dans tous les cas d'inexécution de ses obligations par le client, les sommes versées à la commande restent acquises à la groupe ADX Groupe. Si ADX Groupe décide de résilier le contrat, les sommes versées par le Client sont intégralement remboursées.

7. RESPONSABILITE & ASSURANCE

La responsabilité de ADX Groupe ne peut pas être engagée en cas d'insécurité ou de mauvaise exécution du contrat due soit au fait du client soit à un cas de force majeure, et notamment dans le cas où l'accès à l'immeuble est rendu impossible en raison de l'absence du client aux dates et heures convenues. La responsabilité ADX Groupe ne saurait être recherchée de quelque manière que ce soit pour une quelconque : soit ou omission d'une prestation effectuée hors le cadre de sa mission de diagnostic technique telle que définie par le Code de la construction et de l'habitation. Aucune responsabilité de la groupe ADX Groupe ne peut être retenue en cas de découverte ultérieure des produits initialement recherchés dans les endroits non diagnostiqués. La responsabilité de la groupe ADX Groupe ne saurait être recherchée quant à la conformité des détecteurs de fumée installés chez le client, lequel ne pourrait être garanti que comme le fournisseur de la groupe ADX Groupe. La groupe ADX Groupe décline avant tout son rôle de diagnostic technique, les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison des interventions effectuées dans les lieux et fournis à première demande de la justification de son expertise.

8. RESOLUTION DES LITIGES

8-1 RECLAMATION

Toute réclamation doit être adressée à l'adresse suivante : ADX Groupe - Parc Saint Fiacre - 33200 Château-Gontier - Tel : 02 85 40 10 25. Email : litiges@allogdiagnostic.fr.

8-2 CLAUSE ALTERNATIVE DE COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

En présence d'un litige entre le client et la qualité de consommateur, les parties conviennent qu'à défaut de règlement amiable tout litige relatif à la conclusion ou à l'exécution du contrat relève de la compétence exclusive du Tribunal de commerce d'ANGERS.

9. DROIT D'ACCES D'INFORMATION, DE RECTIFICATION OU DE SUPPRESSION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les informations qui sont demandées au Client lors de la demande de devis ou conclusion du contrat sont nécessaires au traitement de sa commande. Le groupe ADX Groupe se réserve le droit d'utiliser les données personnelles collectées pour exercer une action commerciale ultérieure, par quelque moyen que ce soit, sauf désaccord du client. Le groupe ADX Groupe se réserve le droit de communiquer les données personnelles le concernant à des personnes commerciales régulièrement sélectionnées. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Client peut exercer son droit d'accès, d'opposition, de rectification et de suppression des données le concernant en s'adressant à ADX Groupe à l'adresse suivante :

ADX Groupe - Parc Saint Fiacre - 33200 Château-Gontier

- Tel : 02 85 40 10 25

- Email : litiges@allogdiagnostic.fr

10. CONSERVATION DU CONTRAT

Conformément aux dispositions de l'article L.136-2 du Code de la consommation, ADX Groupe assure la conservation de l'original qui constitue la conclusion du présent contrat pendant un délai de 10 ans et un garantit à tout moment l'accès au client.

CERTIFICAT

DE COMPETENCES

Diagnosticqueur immobilier certifié

DEKRA CERTIFICATION SAS certifie que Monsieur

Hocine DAOUD

est titulaire du certificat de compétences N°DTI3627 pour :

	DU	AU
- Constat de Risque d'Exposition au Plomb	08/08/2019	07/08/2024
- Diagnostic amiante sans mention	15/10/2019	14/10/2024
- Diagnostic amiante avec mention	16/07/2020	14/10/2024
- Etat relatif à la présence de termites (France Métropolitaine)	08/08/2019	07/08/2024
- Diagnostic de performance énergétique	03/09/2019	03/09/2024
- Etat relatif à l'installation intérieure de gaz	03/09/2019	02/09/2024
- Etat relatif à l'installation intérieure d'électricité	08/08/2019	07/08/2024

Ces compétences répondent aux exigences de compétences définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L.271-1 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que leurs amendements d'application*) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.

* Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques exerçant des activités de diagnostic immobilier, des activités de diagnostic d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 8 novembre 2013 relatif aux compétences des personnes physiques certifiées de diagnostic de l'état des constructions des maisons et produits contenant de l'amiante, et d'inspection visuelle externe, dans les immeubles labellisés ; Arrêté du 20 octobre 2006 définissant les critères de certification des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites, dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 14 décembre 2009 et du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 14 septembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique, et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 14 décembre 2009 et du 13 décembre 2011 ; Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 14 décembre 2009 et 13 décembre 2011 ; Arrêté du 8 juillet 2002 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 14 décembre 2009 et 13 décembre 2011.



Le Directeur Général, Yvan MAINGUY
Bagneux, le 17/07/2020



Numéro d'accréditation :
4-0081
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

Le présent document est émis sous réserve des conditions d'application des normes de certification de compétence.

Quota de révision : 10% (à l'initiative du candidat) / 10% (à l'initiative de l'organisme de certification).



CHEUVREUX

ANNEXE N°17. ERP

Etat des Risques et Pollutions

En application des articles L125-5 à 7 et R125-26 du code de l'environnement.

Référence : 1241684

Réalisé par un expert Preventimmo

Pour le compte de ALLO DIAGNOSTIC

Date de réalisation : 10 août 2020 (Valable 6 mois)

Selon les informations mises à disposition par arrêté préfectoral :

N° 2012169-0001 du 7 juin 2012.

REFERENCES DU BIEN

Adresse du bien :

5 QUAI MALAQUAIS - PARTIES COMMUNES

75006 Paris

Vendeur :

-



SYNTHESE

A ce jour, la commune de Paris est soumise à l'obligation d'Information Acquéreur Locataire (IAL). Une déclaration de sinistre indemnisé est nécessaire.

Votre commune				Votre immeuble		
Type	Nature du risque	Etat de la procédure	Date	Concerné	Travaux	Réf.
PPRn	Inondation	révisé	19/04/2007	oui	oui*	p.4
R111.3	Mouvement de terrain OU à des cavités anthropiques	approuvé	19/03/1991	non	non	p.4
R111.3	Mouvement de terrain OU à des cavités naturelles	approuvé	25/02/1977	non	non	p.5
SIS	Pollution des sols	approuvé	11/01/2020	non	-	p.5
Zonage deismicité : 1 - Très faible**				non		
Zonage du potentiel radon : 1 - Faible***				non		

* cf. section "Prescriptions de travaux"

** Secteur d'information sur les Siss

*** Zonage sismique de la France d'après l'annexe des articles R563-1 à 8 du Code de l'Environnement modifiés par les Décrets n°2010-1254 et n°2010-1266 du 22 octobre 2010 ainsi que par l'Arrêté du 23 octobre 2016 nouvelles règles de construction parasismique - EUROCODE 8).

**** Situation de l'immeuble au regard des zones à potentiel radon du territoire français définies à l'article R 1333-29 du code de la santé publique modifié par le Décret n°2018-434 du 4 juin 2018, délimitées par l'Arrêté Interministériel du 27 juin 2018

Informations complémentaires	Zone
Zonage du retrait-gonflement des argiles	Aléa Non étudié (-1)
Plan d'Exposition au Bruit*	Aucun

* Information cartographique consultable en ligne et en ligne à l'adresse suivante : <https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-exposition-au-bruit-peb>

SOMMAIRE

Synthèse.....	1
Imprimé officiel.....	3
Localisation sur cartographie des risques.....	4
Procédures ne concernant pas l'immeuble.....	5
Déclaration de sinistres indemnisés.....	12
Prescriptions de travaux, Documents de référence.....	13
Annexes.....	14

Inondation

PPRn Inondation, révisé le 19/04/2007

Concerné*

*L'immeuble est situé dans le périmètre d'une zone à risques.



Mouvement de terrain

R111.3 D0 à des cavités anthropiques (carières, sables, mûches),
approuvé le 19/03/1991

Non concerné*

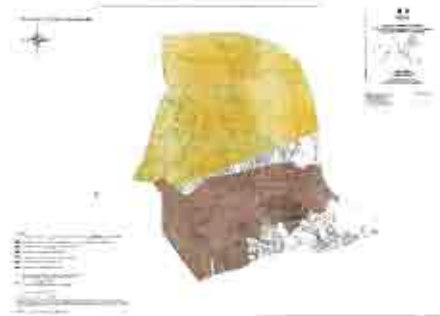
*L'immeuble n'est pas situé dans le périmètre d'une zone à risques



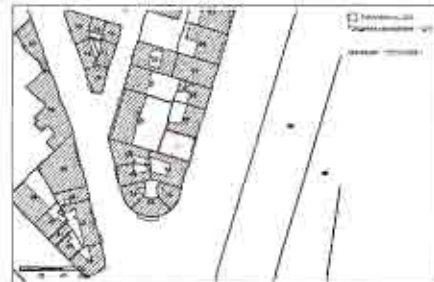
Cartographies ne concernant pas l'immeuble

Au regard de sa position géographique, l'immeuble n'est pas concerné par :

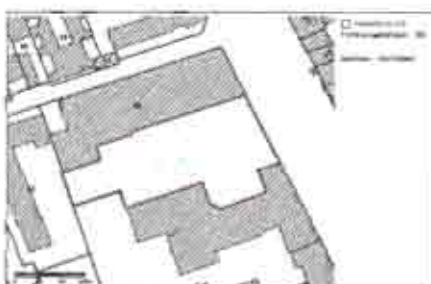
Le R111.3 Du à des cavités naturelles, approuvé le 25/02/1977



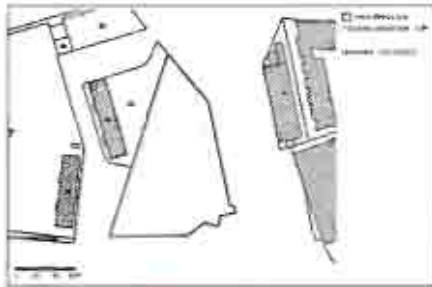
Le SIS Pollution des sols, approuvé le 13/01/2020



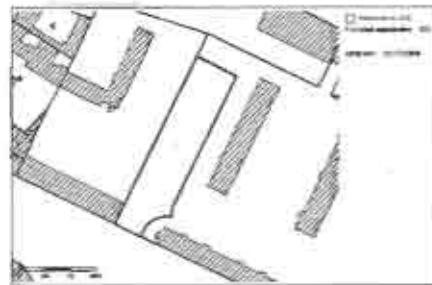
SIS Pollution des sols, approuvé le 13/01/2020 (suite)



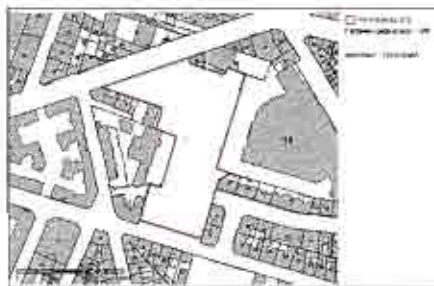
SIS Pollution des sols, approuvé le 13/01/2020 (suite)



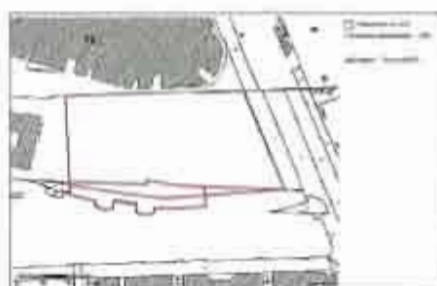
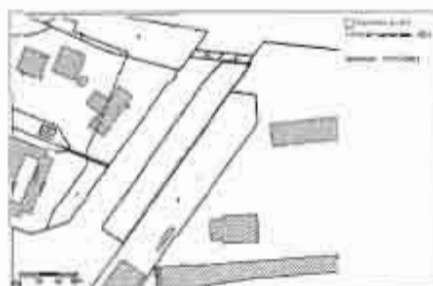
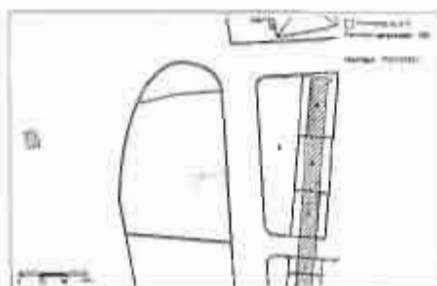
SIS Pollution des sols, approuvé le 13/01/2020 (suite)



SIS Pollution des sols, approuvé le 13/01/2020 (suite)



SIS Pollution des sols, approuvé le 13/01/2020 (suite)



SIS Pollution des sols, approuvé le 13/01/2020 (suite)



Déclaration de sinistres indemnisés

en application des articles L 125-5 et R125-26 du Code de l'environnement

Si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à des événements ayant eu pour conséquence la publication d'un arrêté de catastrophe naturelle, cochez ci-dessous la case correspondante dans la colonne "Indemnisé".

Arrêtés CATNAT sur la commune de Paris

Risque	Début	Fin	JO	Indemnisé
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	27/07/2018	27/07/2018	07/12/2018	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	15/01/2018	05/02/2018	15/02/2018	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	08/07/2017	10/07/2017	07/12/2018	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	28/05/2016	09/06/2016	09/06/2016	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	23/06/2005	23/06/2005	22/04/2008	
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels	01/07/2003	30/09/2003	11/03/2006	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	06/07/2001	07/07/2001	11/06/2001	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	25/12/1999	29/12/1999	30/12/1999	
Mouvement de terrain				
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	30/05/1999	30/05/1999	24/06/1999	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	18/07/1994	19/07/1994	17/12/1994	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	29/04/1993	30/04/1993	10/10/1993	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	31/05/1992	01/06/1992	05/11/1992	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	25/05/1992	25/05/1992	16/01/1993	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	27/06/1990	27/06/1990	19/12/1990	
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	05/06/1983	06/06/1983	05/06/1983	

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en ligne, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communale sur les risques majeurs et, selon les zones, le portail dédié à la prévention des risques majeurs : www.paris.net

Préfecture : Paris - Paris
Commune : Paris

Adresse de l'immeuble :
5 QUAI MALAQUAIS - PARTIES COMMUNES
75006 Paris
France

Etabli le :

Vendeur :

Acquéreur :

Prescriptions de travaux

Pour le PPR « Inondation » révisé le 19/04/2007, des prescriptions s'appliquent dans les cas suivants :

- Quelle que soit la zone et sous la condition "concessionnaire de réseaux de distribution de fluides (eau, énergie, télécommunications?)": référez-vous au règlement, page(s) 14, 15, 16
- Quelle que soit la zone et sous la condition "gestionnaire de réseaux de transport en commun.": référez-vous au règlement, page(s) 13, 15
- Quelle que soit la zone et sous la condition "gestionnaire de réseaux souterrains de transport en commun.": référez-vous au règlement, page(s) 13, 14, 15
- En zone "bleue" et sous la condition "machinerie ou équipement vital, tel que arrivée ou compteur d'eau, central téléphonique, ascenseur, installation de climatisation, ...": référez-vous au règlement, page(s) 9
- En zone "bleue" et sous la condition "stockage de produits polluants ou dangereux ou de biens sensibles ou coûteux.": référez-vous au règlement, page(s) 9
- Quelle que soit la zone et sous la condition "établissement culturel.": référez-vous au règlement, page(s) 15, 16, 17
- Quelle que soit la zone et sous la condition "établissement de l'administration.": référez-vous au règlement, page(s) 15, 16, 17
- Quelle que soit la zone et sous la condition "établissement de soins aux personnes.": référez-vous au règlement, page(s) 14, 15, 16
- En zone "bleue" et sous la condition "établissement relevant de la législation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.": référez-vous au règlement, page(s) 9, 10

Documents de référence

- > Arrêté Préfectoral n° 2012159-0001 du 7 juin 2012
- > Règlement du PPRn Inondation, révisé le 19/04/2007
- > Note de présentation du PPRn Inondation, révisé le 19/04/2007

Sauf mention contraire, ces documents font l'objet d'un fichier complémentaire distinct et disponible auprès du prestataire qui vous a fourni cet ERP.

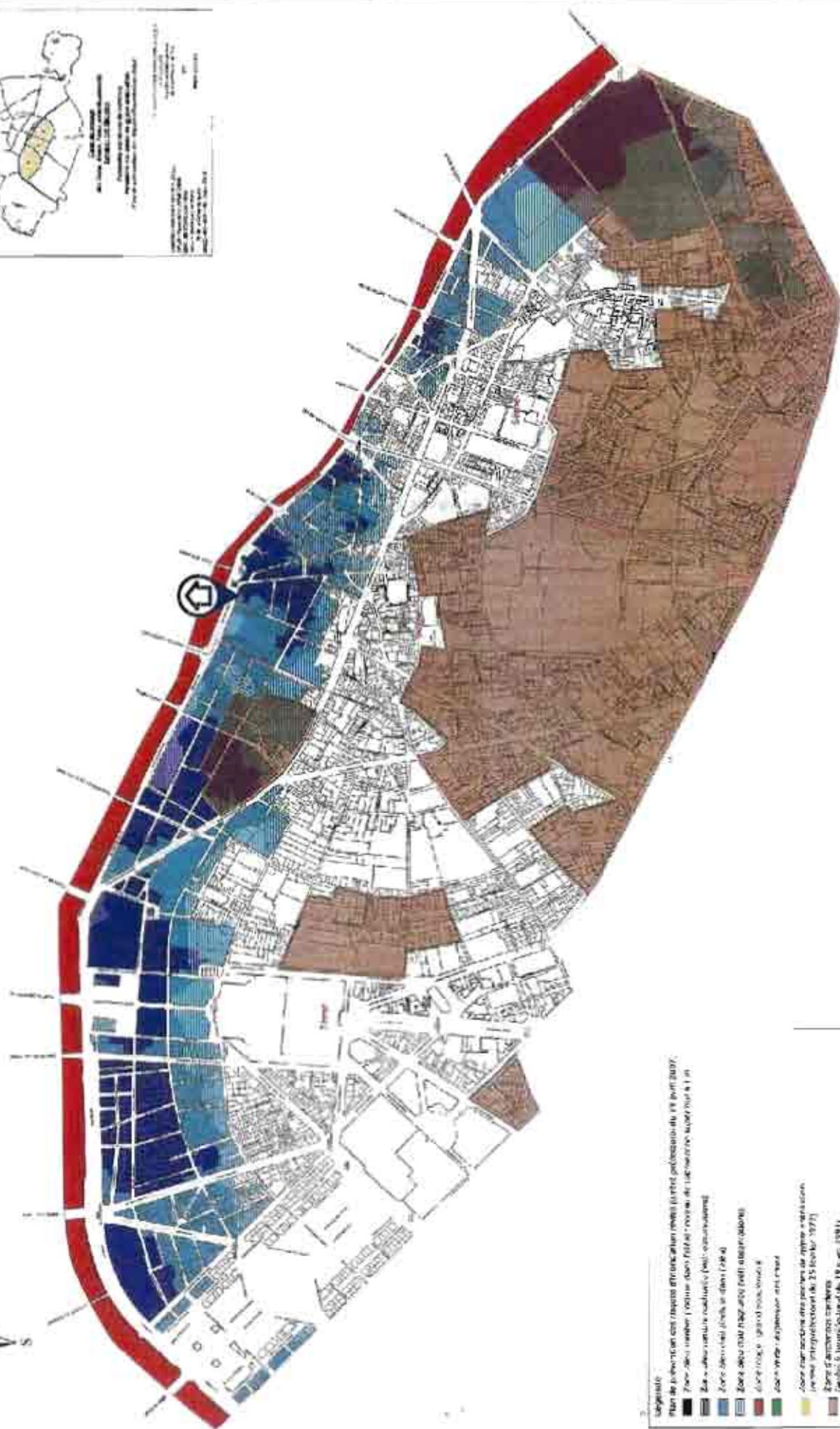
Sommaire des annexes

> Cartographies :

- Cartographie réglementaire du PPRn Inondation, révisé le 19/04/2007
- Cartographie réglementaire du R111.3 Dû à des cavités anthropiques (carrières, sapes, muches), approuvé le 19/03/1991
- Cartographie réglementaire de la sismicité

A titre indicatif, ces pièces sont jointes au présent rapport.

DOCUMENT A VALEUR INFORMATIUE



Abstract

■ Diese Ziffern werden üblicherweise auf einem der letzten drei Stellen des Postleitzahlensymbols angegeben. Die ersten beiden Ziffern des Postleitzahlensymbols geben die Postleitzahl an, die ersten drei Ziffern des Postleitzahlensymbols geben die Postleitzahl an.

These data transfer functions fall in a category of functions that support data in a

2.2.2.2. *How to show variable inductance (first) - optional question*

These authors reported the results of a field experiment in which they found that the use of a mobile phone while driving significantly increased the risk of an accident. The authors concluded that the use of a mobile phone while driving is a major cause of traffic accidents.

Figure 1 *Flowchart illustrating the study design*

Zone de répartition géographique

Zone des Hauts Plateaux (Tiffin et al. 2006)

1000 *Journal of Management Education* 36(9)

Printed in the United Kingdom : 1994
 ISBN 0 00 711000 0

Those from working-class backgrounds are more likely to be

¹ Some other authors also present the opposite conclusion. For an interesting discussion see, e.g., Boudier and Laroque (1977).

(we must interpret the 25 factor 1977)

Copyright © 2004 by John Wiley & Sons, Inc.

© 2000 Blackwell Science Ltd, *Journal of Internal Medicine* 247: 111–118

At least one of the following conditions must be met:

☐ Listed on a recognized exchange

☐ **Lettera a vostro sostituto**
 e-mail: **Controlli** **Controlli** **Controlli**

© 2000 Blackwell Science Ltd, *Journal of Internal Medicine* 247: 399–404

the fact that the use of a single data point for each country is not ideal. However, the use of a single data point is a common practice in the literature, and the results are generally robust to the use of multiple data points (see, e.g., [10, 11]).

© 2000 Blackwell Science Ltd, *Journal of Clinical Pharmacy and Therapeutics*, 25, 1-6

TABLE 1
The 100 Most Influential People in the World, 2006

DOI: 10.1002/for

DATE: 01/01/01 01:01:01

Document the differences related to
Performance and Achievement of the Employees
of the Company and the Company's Goals.



- 0018 BIRTHDAY (BIRTHDAY) - 100% C.D. 100% 100%

Zonage réglementaire

Zones de sismicité

Très faible

Faible

Moderée

Moyenne

Forte

Limites communales

Couleur document B2N 2018
Fond de carte IGN
Données techniques MTE 2010

0 500 1000 1500 2000



PREFET DE LA REGION ILE-DE-FRANCE
PREFET DE PARIS

DIRECTION REGIONALE ET
INTERDEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT
ET DE L'AMENAGEMENT
Unité territoriale de Paris

Arrêté préfectoral n° 2012159-0001
modifiant l'arrêté préfectoral n° 2006-45-1 du 14 février 2006 portant désignation de Paris en
qualité de commune exposée aux risques technologiques et naturels majeurs et fixant les
modalités d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés à Paris
concernant les risques précités

Le préfet de la région d'Ile-de-France,
préfet de Paris,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27,

Vu le code de la construction et de l'habitation et, notamment, ses articles L.271-4 et L.271-5,

Vu le code des assurances et, notamment, ses articles L.125-2 et L.128-2,

Vu la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 modifiée, tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et, notamment, son article 3-1,

Vu l'arrêté ministériel du 13 avril 2011 modifiant l'arrêté du 13 octobre 2005 portant définition du modèle d'imprimé pour l'établissement de l'état des risques naturels et technologiques,

Vu la circulaire interministérielle du 27 mai 2005, relative à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-45-1 du 14 février 2006 portant désignation de Paris en qualité de commune exposée aux risques technologiques et naturels majeurs et fixant les modalités d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés à Paris concernant les risques précités,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-105-2 du 14 avril 2008 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2006-45-1 du 14 février 2006 portant désignation de Paris en qualité de commune exposée aux risques technologiques et naturels majeurs et fixant les modalités d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés à Paris concernant les risques précités,

Sur proposition du directeur de l'unité territoriale de l'équipement et de l'aménagement de Paris,

ARRETE :

ARTICLE 1er :

L'article 3 du même arrêté est ainsi modifié :

« Les éléments nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires par les vendeurs ou les bailleurs (propriétaires ou non) concernant les biens faisant l'objet d'une transaction, relatifs à la localisation des immeubles concernés au regard des zones de risques naturels majeurs identifiés, situés à Paris, sont consignés dans un dossier annexé au présent arrêté qui comprend :

- La liste des risques majeurs visés à l'article 1^{er} du présent arrêté ;
- Pour chacun des risques susmentionnés, une fiche synthétique précisant la nature et, dans la mesure du possible l'intensité, des risques recensés sur le territoire de la commune de Paris ;
- La cartographie des zones concernées par ces risques ;
- Les références des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se reporter ;
- La liste des arrêtés ministériels portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle antérieurement pris et concernant tout ou partie de la commune de Paris.
- le plan de prévention du risque inondation sur le territoire de Paris (documents graphiques, règlement et note de présentation). »

Ce dossier sera mis à jour régulièrement sur le site internet de la préfecture de la région Ile de France, préfecture de Paris.

ARTICLE 2 :

L'article 4 du même arrêté est ainsi modifié :

« Le dossier et les documents de référence, visés à l'article 2 du présent arrêté, sont consultables :

- à l'accueil de la préfecture de la région Ile-de-France, préfecture de Paris
- Sur le site internet de la préfecture de la région Ile de France, préfecture de Paris.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera notifié au maire de Paris. Il sera affiché dans chaque mairie d'arrondissement de Paris pendant un mois à compter de sa réception par les directeurs généraux des services des mairies d'arrondissement.

Une copie du présent arrêté et de ses annexes sera adressée à la chambre départementale des notaires de Paris.

Le présent arrêté, ainsi que ses modalités de consultation, feront l'objet d'un avis de publication dans la presse locale.

ARTICLE 4 :

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au tribunal administratif de Paris, dans le délai de deux mois, à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la région Ile-de-France, préfecture de Paris.

ARTICLE 5 :

Le préfet, secrétaire général de la préfecture de la région Ile-de-France, préfecture de Paris, le préfet de police, le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie et le maire de Paris, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de police, accessible sur le site Internet de la préfecture de Paris : www.ile-de-france.gouv.fr.

Fait à Paris, le **07 JUIN 2012**

Pour le préfet et par délégation,
le préfet, secrétaire général de la
préfecture de la région Ile-de-France,
préfecture de Paris



Bertrand MUNCH